

**ALEOS**  
83 rue Koechlin  
68200 MULHOUSE

---

**RAPPORT**  
**du commissaire aux comptes**  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



2 avenue de Bruxelles  
68350 Didenheim  
*Adresse postale :*  
BP 31037  
68050 Mulhouse cedex 1  
Tél + 33 (0)3 89 44 55 55  
[fidurevision@fidurevision.fr](mailto:fidurevision@fidurevision.fr)  
[www.fidurevision.fr](http://www.fidurevision.fr)

**ALEOS**  
83 rue Koechlin  
68200 MULHOUSE

**RAPPORT**  
**du commissaire aux comptes**  
sur les comptes annuels

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

**OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ALEOS** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

---

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **OBSERVATION**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe des comptes annuels « Règles et méthodes comptables » concernant le nouveau règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2022-06 appliqué par l'association et les impacts sur les comptes annuels.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note de l'annexe « Règles et méthodes comptables » expose le changement de méthodes comptables résultant de l'application de la nouvelle réglementation relative au plan comptable issu du règlement ANC n° 2022-06.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Subventions

Nous avons notamment contrôlé le respect des règles de comptabilisation des subventions ainsi que le respect des conditions prévues, le cas échéant, dans les conventions signées liées à leur octroi.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents commentés aux membres de votre association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à Didenheim, le 10 juin 2025**

**Le commissaire aux comptes  
Société Fiduciaire de Révision**



**Philippe PFLIMLIN**



**BILAN ACTIF**

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	424 674	373 600	51 074	77 890
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 016 630		4 016 630	3 901 435
Constructions	27 181 887	11 139 466	16 042 422	13 793 191
Installations techniques, matériel et outillage industriels	55 247 988	23 774 085	31 473 903	32 023 006
Immobilisations corporelles en cours	2 922 443		2 922 443	3 672 329
Autres	1 475 715	927 601	548 114	500 101
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	90 000		90 000	45 000
Autres	14 901		14 901	11 738
<b>TOTAL I</b>	<b>91 374 238</b>	<b>36 214 752</b>	<b>55 159 486</b>	<b>54 024 690</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	16 463		16 463	16 463
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	778 280	66 521	711 759	845 317
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	4 017 422		4 017 422	3 943 162
Valeurs mobilières de placement	1 250 000		1 250 000	1 501 455
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	8 283 612		8 283 612	5 984 958
Charges constatées d'avance	45 451		45 451	49 848
<b>TOTAL II</b>	<b>14 391 228</b>	<b>66 521</b>	<b>14 324 707</b>	<b>12 341 204</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>105 765 466</b>	<b>36 281 273</b>	<b>69 484 193</b>	<b>66 365 894</b>



**BILAN PASSIF**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	6 000 000	6 000 000
Réserves pour projet de l'entité	906 608	822 532
Autres		
Report à nouveau	999 966	859 389
Excédent ou déficit de l'exercice	214 263	312 149
Situation nette (sous total)	8 120 837	7 994 071
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	14 877 445	13 551 910
Provisions réglementées	847 838	850 058
<b>TOTAL I</b>	<b>23 846 120</b>	<b>22 396 039</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
RAN médico sociales gestion contrôlée	420 086	399 678
RAN affectée aux mesures d'exploitation	211 966	144 877
<b>TOTAL I bis</b>	<b>632 052</b>	<b>544 555</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	823 279	1 072 805
<b>TOTAL II</b>	<b>823 279</b>	<b>1 072 805</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	442 168	79 009
Provisions pour charges	3 597 018	3 742 443
<b>TOTAL III</b>	<b>4 039 187</b>	<b>3 821 453</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26 338 136	24 487 768
Emprunts et dettes financières diverses	9 602 494	10 233 796
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	957 024	876 514
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 980 926	1 837 677
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	410 679	477 240
Autres dettes	497 304	152 927
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	356 993	465 120
<b>TOTAL IV</b>	<b>40 143 557</b>	<b>38 531 042</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>69 484 193</b>	<b>66 365 894</b>



## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	9 414 589	9 363 783
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 504 813	8 619 372
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	337 408	763 145
Utilisations des fonds dédiés	819 617	772 169
Autres produits	273 799	548 485
<b>TOTAL I</b>	<b>20 350 226</b>	<b>20 066 954</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	7 078 434	7 141 399
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	886 611	880 612
Salaires et traitements	5 360 532	5 222 597
Charges sociales	2 218 344	2 176 114
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 834 316	2 843 520
Dotations aux provisions	507 866	1 012 078
Reports en fonds dédiés	570 091	524 328
Autres charges	87 081	40 262
<b>TOTAL II</b>	<b>19 543 274</b>	<b>19 840 911</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>806 952</b>	<b>226 043</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	40 402	33 929
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>40 402</b>	<b>33 929</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	635 312	436 119
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>635 312</b>	<b>436 119</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>(594 910)</b>	<b>(402 190)</b>



## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>212 042</b>	<b>(176 147)</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		2 045
Sur opérations en capital		714 312
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 220	
<b>TOTAL V</b>	<b>2 220</b>	<b>716 356</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		228 060
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>		<b>228 060</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>2 220</b>	<b>488 297</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>20 392 849</b>	<b>20 817 239</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>20 178 586</b>	<b>20 505 090</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>214 263</b>	<b>312 149</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



Désignation de l'association : ALEOS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 69 484 193 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 214 263 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés au 31/12/2024 par les dirigeants de l'association et validés par le CA du 16/04/2025.

## **Règles générales**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n° 2018-06 et 2019-04, et par anticipation le règlement ANC 2022-06 applicable au 01/01/2025.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du changement de méthodes comptables lié à l'application par anticipation du règlement ANC n° 2022-06.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les changements significatifs sont les suivants :

- Le compte 1530000000 Provision pensions et obligations est remplacé par le compte 1521000000 346 499 €
- Le compte 1688400000 Intérêts courus des emprunts est remplacé par le compte 1648000000 166 840 €
- Le compte 6750000000 Valeur comptable élément actif cédé est remplacé par le compte 6570000000 26 443 €
- Le compte 7750000000 Produits de cession élément actif est remplacé par le compte 7570000000 500 €
- Le compte 7770000000 Quote de part de subvention inscrite au compte de résultat par le compte 7470000000 742 395 €.  
Le reclassement de la quote-part de subvention d'investissement au compte de résultat du compte 7770000000 au compte 7470000000 a pour conséquence d'améliorer le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 de 742 395€.  
Pour permettre la comparaison des comptes, si ce reclassement n'avait pas été anticipé, le résultat d'exploitation 2024 s'élèverait à 64 558 €, par rapport à un résultat d'exploitation 2023 de 226 043 €.
- Le compte 7910000000 Transfert de charge est remplacé suivant le type de produit par les comptes 7082000000 Récupération charges locatives 100 354 € et 7587000000 Indemnités d'assurance 55 003 €

Autres changements liés à une demande de nos financeurs :

- Du compte 7586300000 Participation diverses est retiré la partie correspondant aux montants d'aide APL reçus au niveau des dispositifs (CPH, CHRS, RS jeunes, ...) et sont comptabilisés dans un compte 7438000000 CAF Aide APL 364 112 €

## **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de

l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### **Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : entre 20 et 30 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 35 ans
- \* Matériel de transport : 3 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 à 5 ans
- \* Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine (notamment pour les constructions).

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### **Produits et charges exceptionnels**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



### Autres éléments significatifs

Les subventions d'investissement reçues en 2024 représentent 2 067 931 €.  
Pour les appartements 30, rue d'Illzach et 63A rue d'Illzach à Mulhouse : 492 032 € ANAH.  
Pour les logements 4 rue de Reiningue à Schweighouse : 58 951 € ANAH et 3 000 € COMCOM Thann Cernay.  
Pour les logements Rue des Œillets à Saint-Louis : 129 900 € Saint-Louis Agglomération et 20 000 € Action logement.  
Pour la résidence accueil de Soultz : 350 000 € Fonds Verts et 557 348 € PLAI.  
Pour la résidence accueil de Saint-Louis : Saint-Louis Agglomération 85 000 €.  
Pour la résidence le Rhône : Hellio Solutions Réseau de chaleur 371 700 €.

De nouveaux emprunts ont été contracté en 2024, pour un total de 2 914 000 €.  
2 582 000 € pour financer la construction de la résidence accueil à Saint-Louis.  
310 000 € pour financer la réhabilitation de l'immeuble 63A rue d'Illzach à Mulhouse.  
22 000 € pour financer la réhabilitation des pavillons rue des Œillets à Saint-Louis.  
Le total des remboursements d'emprunts s'élève à 1 691 834 € pour cet exercice.

Les garanties des dettes par Sûretés Réelles correspondent aux hypothèques immobilières.

La résidence accueil de Saint-Louis a été ouverte en novembre 2024, elle compte 34 logements.

Les principaux chantiers en cours sont les suivants :

Lieu	Type	Nombre de logements	Montant au 31/12/24
115 117 AV DE COLMAR à MULHOUSE	Réhabilitation	11 logements	264 856,61
30 RUE ILLZACH à MULHOUSE	Réhabilitation	4 logements	571 091,66
4 RUE DE REININGUE à SCHWEIGHOUSE	Réhabilitation	1 logements	129 941,66
RUE DES ŒILLETs à SAINT-LOUIS	Réhabilitation	5 logements	336 058,78
RUE DE LA MARNE à SOULTZ	Réhabilitation	53 logements	1 346 132,02
15 RUE VICTOR HUGO à ILLZACH	Construction	52 logements	163 165,02

Le montant de l'engagement de retraite s'élève à 346 499 € comptabilisés en provisions pour risques et charges, y compris les contrats particuliers (Hypothèse de départ : 100% de départ volontaire, 0% de mise à la retraite et un taux d'actualisation de 3.35%, taux de progression des salaires 1%, taux de charge 50%, âge de départ à la retraite 67 ans)

Les 4 comptes de trésorerie ci-dessous, qui appartiennent à des tiers, ont été neutralisés et n'apparaissent plus dans les comptes d'ALEOS au 31/12/2024 :

IMEOS Banque	116 229.85 €
IMEOS Caisse	64.75 €
Fonds de garantie IML Haut-Rhin	114 239.08 €
Fonds de garantie IML Grand Est	120 473.60 €

Le total des honoraires du CAC s'élève à 33 672 € pour l'exercice 2024.

### Autres informations

#### Objet social et moyens d'action

L'association a pour objet principalement dans la Région Alsace et les territoires limitrophes de :

- proposer et développer une offre de logement et d'hébergement adapté et accompagné, au profit principalement d'un public de personnes rencontrant des difficultés d'accès à un logement de droit commun du fait de difficultés sociales, professionnelles, économiques ou de santé ;
- initier, organiser, gérer toutes prestations dans les domaines de l'insertion sociale et/ou professionnelle ainsi que de l'action médico-sociale.



Plus généralement, concevoir, promouvoir et mettre en œuvre toute action en faveur de la cohésion sociale.

Afin de réaliser son objet, l'association se propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- construire, acquérir, réhabiliter, disposer, prendre à bail et gérer des résidences sociales et plus généralement, tout bien immobilier susceptible de concourir à la réalisation de son objet ci-dessus ;
- créer et/ou gérer, seule ou en partenariat, tous établissements de logement transitoire, tels notamment des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), des centres provisoires d'hébergement (CPH) des maisons-relais ou des places de stabilisation... ;
- concevoir et mettre en œuvre toutes mesures d'accompagnement social lié au logement ;
- initier, organiser et réaliser toute prestation se rapportant à une action médico-sociale tels notamment des lits Halte Soins Santé, une Plateforme Santé, des appartements de coordination thérapeutique, des lits d'accueil médicalisés... ;
- initier, organiser et mettre en œuvre toute action, seule ou en partenariat avec d'autres organismes publics ou privés, services de l'Etat, collectivités locales, se rapportant à l'accompagnement vers l'emploi et/ou la formation professionnelle ;
- accompagner, informer et orienter les personnes nécessitant un soutien dans leurs démarches administratives et/ou juridiques ;
- proposer en partenariat avec d'autres organismes publics ou privés poursuivant des buts similaires ou complémentaires, un service d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise ;
- réaliser toute opération de maîtrise d'ouvrage d'insertion sur le territoire des régions pour lesquelles elle est agréée ;
- apporter son soutien ou son expertise technique ou administrative à tout organisme sans but lucratif intervenant dans un champ d'activité similaire ou proche de l'un des siens ;
- conclure toutes conventions, partenariats avec tout organisme public ou privé qui, à quelque titre que ce soit, s'intéresse aux activités de l'association ou réalise des activités similaires, complémentaires ou connexes ;
- se positionner, seule ou en partenariat, sur des appels à projet ou des appels d'offres ;
- réaliser toute action de collecte de fonds, conclusion de conventions de mécénat avec toute personne physique ou morale désireuse de soutenir, financièrement, matériellement ou intellectuellement les missions de l'association ;
- faire appel à la générosité publique dans le cadre de campagnes locales ou nationales après autorisation administrative ;
- recourir à toute forme de financement participatif ;
- éditer, publier, diffuser tout document, ouvrage, article, affiche, dépliant... sous tous supports médias, entrant dans le cadre de l'objet ci-dessus ou susceptible de contribuer à sa réalisation ;
- participer au capital de toute structure sociétaire ou groupement, ainsi qu'à la création, adhésion à des organismes sans but lucratif dont les activités sont de nature à concourir, directement ou indirectement, à la réalisation de l'objet ci-dessus ;
- vendre, de manière permanente ou occasionnelle tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet ou susceptibles de contribuer à sa réalisation.

Et d'une manière plus générale, développer toutes activités pouvant avoir un lien et/ou un intérêt pour l'épanouissement des publics accueillis ou pour l'association elle-même.

#### Effectif

Effectif moyen annuel du personnel : 130 personnes

	31-déc-24	CADRES	EMPLOYES	CONTRAT ALTERNANCE	Service civique + stagiaires rem	Dont CDD	Dont CDI
SIEGE	9	3	6			1	8
PPS	13	4	7	2		2	11
RESIDENCES	29	1	28				29
SIS	51	1	45	3	2	11	40
SIE	14	1	13			3	11
SANTE	38	4	29			1	32
	149	14	128	5	2	18	131
	100%	9,4%	85,9%	3,4%	1,3%	12%	88%

	2024	
	ENTREES	SORTIES
SIEGE	0	0
PPS	4	5
RESIDENCES	6	3
SIS	19	14
SIE	2	3
SANTE	9	7
	40	32

#### Informations sur les dirigeants

La rémunération globale des trois plus hauts dirigeants bénévoles et salariés selon l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement associatif s'élève à 277 837 euros.

#### Subventions d'exploitation reçues

	2020	2021	2022	2023	2024
POLITIQUE DE LA VILLE	50 000	50 000	50 000	50 000	45 000
DDETSPP	853 771	1 167 521	2 815 180	2 776 366	2 540 759
CEA	536 635	612 410	840 626	743 150	747 909
DDETSPP ALT	92 107	92 107	92 107	92 107	
MEF	121 407	147 783	120 643	227 929	229 719
FONDS EUROPEENS	122 282	139 163	131 855	181 081	167 118
ARS	152 320	440 608	125 000	150 000	300 000
CAF AIDE APL					364 112
AUTRES SUBVENTIONS	137 650	226 619	160 665	474 468	439 325
QUOTE PART SUBVENTION EQUIPEMENT					742 395
<b>Total</b>	<b>2 066 173</b>	<b>2 876 211</b>	<b>4 336 076</b>	<b>4 695 101</b>	<b>5 576 338</b>



# Immobilisations

ALEOS

Période du 01/01/24 au 31/12/23  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	424 674		
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>424 674</b>		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains	3 901 435		115 195
Constructions sur sol propre	24 169 590		3 012 297
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	1 610 738		79 152
Installations générales, agencements et divers	52 379 715		1 184 774
Matériel de transport	659 320		169 243
Matériel de bureau, informatique et mobilier	615 262		77 038
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	3 672 329		3 171 158
Avances et acomptes			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>87 008 388</b>		<b>7 808 856</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	56 738		49 740
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>56 738</b>		<b>49 740</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>87 489 800</b>		<b>7 858 596</b>

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			424 674	
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			<b>424 674</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains			4 016 630	
Constructions sur sol propre			27 181 887	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels		6 390	1 683 499	
Inst. générales, agencements et divers			53 564 489	
Matériel de transport		43 468	785 095	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		1 680	690 620	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	3 921 043		2 922 443	
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>3 921 043</b>	<b>51 538</b>	<b>90 844 663</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		1 577	104 901	
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>		<b>1 577</b>	<b>104 901</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 921 043</b>	<b>53 115</b>	<b>91 374 238</b>	



# Amortissements

ALEOS

15/23

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	346 784	26 817		373 600
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>346 784</b>	<b>26 817</b>		<b>373 600</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	10 376 399	763 066		11 139 466
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	1 306 832	72 791		1 379 623
Inst. générales, agencements et divers	20 660 614	1 733 847		22 394 462
Matériel de transport	401 293	87 542	17 024	471 810
Mat. de bureau, informatique et mobil.	373 188	83 732	1 129	455 791
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>33 118 326</b>	<b>2 740 978</b>	<b>18 153</b>	<b>35 841 151</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>33 465 110</b>	<b>2 767 795</b>	<b>18 153</b>	<b>36 214 752</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	373 600		
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>373 600</b>		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	11 139 466		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	1 379 623		
Installations générales, agencements et divers	22 394 462		
Matériel de transport	471 810		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	455 791		
Emballages récupérables et divers			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>35 841 151</b>		
Frais d'acquisition de titres de participations			
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>36 214 752</b>		



# Provisions Inscrites au Bilan

ALEOS

Période du 01/01/24 au 31/16/23  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	850 058		2 220	847 838
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>	<b>850 058</b>		<b>2 220</b>	<b>847 838</b>

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	160 506       3 581 938  79 009	185 993      226 204  95 670	      211 123  79 009	346 499      3 597 018  95 670
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>3 821 453</b>	<b>507 866</b>	<b>290 132</b>	<b>4 039 187</b>

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	47 276	66 521	47 276	66 521
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>47 276</b>	<b>66 521</b>	<b>47 276</b>	<b>66 521</b>

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 718 787</b>	<b>574 387</b>	<b>339 629</b>	<b>4 953 545</b>
----------------------	------------------	----------------	----------------	------------------



# État des Échéances des Créances et Dettes

ALEOS

17/23

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	90 000		90 000
Autres immobilisations financières	14 901		14 901
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>104 901</b>		<b>104 901</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	66 521		66 521
Autres créances clients	711 759	711 759	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 693	18 693	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	105 812	105 812	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	3 362 615	3 362 615	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	545 093	545 093	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>4 810 492</b>	<b>4 743 971</b>	<b>66 521</b>
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>45 451</b>	<b>45 451</b>	

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 960 844</b>	<b>4 789 422</b>	<b>171 422</b>
----------------------	------------------	------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	26 338 136	1 068 412	4 192 979	21 076 745
Emprunts et dettes financières divers	9 602 494	1 173 370	2 381 323	6 047 801
Fournisseurs et comptes rattachés	957 024	957 024		
Personnel et comptes rattachés	722 264	722 264		
Sécurité sociale et autres organismes	861 950	861 950		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	396 182	396 182		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	410 679	410 679		
Groupe et associés				
Autres dettes	497 304	497 304		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	356 993	356 993		

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>40 143 026</b>	<b>6 444 178</b>	<b>6 574 302</b>	<b>27 124 547</b>
----------------------	-------------------	------------------	------------------	-------------------

Charges et Produits Constatés d'Avance

ALEOS

Période du 01/01/24 au 31/12/23  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	45 451	356 993
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	45 451	356 993

# Charges à Payer

ALEOS

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

19/23

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	272 266
Dettes fiscales et sociales	981 108
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	5 669
Autres dettes	4 257
TOTAL	1 263 300



# Produits à Recevoir

ALEOS

Période du 01/01/24 au 31/20/23  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<b>Immobilisations financières</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<b>Créances</b>	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	11 717
État	3 359 408
Divers, produits à recevoir	70 078
Autres créances	1 178
<b>Valeurs Mobilières de Placement</b>	
<b>Disponibilités</b>	65 914
<b>TOTAL</b>	<b>3 508 294</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Réserves statutaires	6 000 000			6 000 000
Réserves réglementées	0			0
Autres réserves	822 532	84 076	0	906 608
Report à nouveau	859 389	239 133	98 556	999 966
Résultat de l'exercice	312 149	214 263	312 149	214 263
- En gestion propres	140 577	47 374	140 577	47 374
- En gestion contrôlées	171 572	166 889	171 572	166 889
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	544 556	269 286	181 789	632 053
Subventions d'investissement	13 551 910	2 067 931	742 395	14 877 446
Provisions règlementées	850 058		2 220	847 838
Autres fonds associatifs	0			0
<b>Total</b>	<b>22 940 594</b>	<b>3 088 951</b>	<b>1 649 260</b>	<b>24 478 172</b>



	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds délégués correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	Subvention ARS LHSS Subvention ARS ACT Subvention ARS Plateforme Subvention DDETSPP CPH Subvention DDETSPP RS Jeunes Subvention DDETSPP PF Subvention DDETSPP ASL Subvention DDETSPP Subvention PJJ Subvention CEA Centre Maternel	150 000          4 807	          83 230 229 591 113 845 392 951	          69 234 21 000 150 000 62 933 128 570 118 711 19 280 228 413 20 330 4 807	21 000          40 000		
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)						SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION Société de Commissariat aux comptes 2, avenue de Bruxelles 68350 DIDENHEIM Tél. 03 89 44 55 55	
TOTAL		570 091	819 617		823 279	65 173	

## Dettes Garanties par des Sûretés Réelles

**ALEOS**

Période du 01/01/24 au 31/12/24  
Edition du 10/06/25  
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 375 191
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	7 375 191